

Le coronavirus n'a pas mis la politique en suspend - Il a révélé la nature du pouvoir

David Runciman*, The Guardian, 27 mars 2020

Nous n'arrêtons pas d'entendre dire que nous sommes en guerre. Le sommes-nous vraiment ? Ce qui contribue à donner une atmosphère de guerre à la crise actuelle est l'apparente absence de débat politique normal. Le premier ministre passe à la télé pour délivrer à la nation un sombre tableau de la situation sur la limitation de nos libertés et le chef de l'opposition n'offre rien d'autre que son soutien. Le Parlement, dans la mesure où il est capable de fonctionner, semble se contenter de naviguer à vue. Les gens sont coincés à la maison et leurs disputes sont confinées à la sphère domestique. On entend parler de gouvernement d'union nationale. Les affaires de politique courante ne sont plus à l'ordre du jour.

Mais ceci n'est pas le retrait de la politique. C'est le dépouillement d'une couche de la vie politique révélant quelque chose de plus cru en-dessous. En démocratie, nous avons tendance à penser la politique comme une compétition entre plusieurs groupes pour emporter notre adhésions. Nous nous concentrons sur le qui et le quoi de la vie politique : qui sont ceux qui cherchent à gagner nos voix, qu'est-ce qu'ils nous offrent, qui se tient prêt à en bénéficier. Nous voyons les élections comme une façon de trancher ces débats. Mais les plus grandes questions dans une démocratie se posent toujours sur la question du comment : Comment le gouvernement va-t-il exercer les pouvoirs extraordinaires que nous lui remettons ? Et de quelle façon réagirons-nous quand il le fera ?

Bien que la pandémie soit un phénomène mondial, ses impacts sont en grande partie façonnés par les décisions prises par chaque gouvernement

Ce sont les questions qui ont toujours préoccupé les théoriciens de la politique. Mais elles ne sont maintenant plus si théoriques. Comme le montre la crise en cours, le fait fondamental qui étaye l'existence politique est que certaines personnes se retrouvent en position de dire aux autres ce qu'il faut faire. Au cœur de toute politique moderne, il y a un compromis entre les libertés personnelles et les choix collectifs. C'est le marchandage faustien identifié par le philosophe Thomas Hobbes au milieu du XVII^{ème} siècle tandis que le pays était déchiré par une véritable guerre civile.

Ainsi que le savait Hobbes, exercer l'autorité politique revient à avoir le pouvoir de vie et de mort sur les citoyens. La seule raison pour laquelle nous puissions donner ce pouvoir à quiconque est que nous croyons que c'est le prix à payer pour notre sécurité collective. Mais cela veut aussi dire que confions des décisions de vie et de mort à des gens que nous ne pouvons pas contrôler en dernier recours.

Le principal risque est que ceux en bout de chaîne refusent de faire ce qu'on leur dit. À ce moment-là, il n'y a que deux choix. Soit les gens sont forcés à obéir à l'aide des pouvoirs coercitifs dont l'état a la disposition. Soit la politique s'effondre complètement, ce qui est selon Hobbes le résultat que nous devrions craindre le plus.

Dans une démocratie, nous disposons du luxe de pouvoir attendre les prochaines élections pour punir les leaders politiques de leurs erreurs. Mais il s'agit là d'une maigre consolation lorsque sont en jeu des questions de simple survie. En tout cas, relativement parlant, ce n'est pas une terrible punition. Quoiqu'ils puissent perdre leur travail, peu de politiciens finissent dans la misère. Nous pourrions y perdre la vie.

Si la nature de ces choix est généralement obscurcie par l'impératif démocratique de recherche de consensus, elle n'en demeure pas moins. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour déguiser ses décisions sous l'énonciation de conseils de bon sens. Il dit être toujours confiant dans la capacité des individus à faire preuve de jugement. Mais comme le montre l'expérience des autres pays d'Europe, au fur et à mesure que la crise s'aggrave, l'âpre réalité devient plus claire. Regardez simplement la vidéo des maires italiens criant à leurs concitoyens de rester à la maison. "Votez pour moi sinon ce sera eux" relève de la routine politique démocratique. "Faites ceci ou cela" est une rude politique démocratique. Elle ne semble plus très différente d'une autre sorte de politique.

La crise a mis en lumière d'autres dures vérités. Les gouvernements nationaux ont vraiment de l'importance, et il n'est vraiment pas anodin de savoir sous lequel vous vous trouvez. Bien que la pandémie soit un phénomène mondial et vécu de façon similaire à de nombreux endroits différents, l'impact de la maladie est grandement façonné par les décisions prises par les différents gouvernements. Les différents points de vue sur les questions de savoir quand agir et jusqu'où aller nous indiquent quoi qu'il en soit qu'il n'y a pas deux nations qui vivent la même expérience. À la fin de tout cela nous pourrions savoir qui avait raison et qui avait tort. Mais nous sommes pour l'instant à la merci de nos leaders nationaux. C'est encore une chose sur laquelle Hobbes nous avait mis en garde : il n'y a pas moyen d'éviter l'élément d'arbitraire au cœur de toute politique. C'est l'arbitraire du jugement politique individuel.

Pendant un confinement, se met à jour dans les démocraties ce qu'elles ont en commun avec les autres régimes politiques : ici aussi, la politique est en fin de compte une question de pouvoir et d'ordre. Mais nous apercevons aussi les différences fondamentales. Ce n'est pas que les démocraties soient des endroits meilleurs, plus aimables et plus modérés. Elles peuvent essayer de l'être mais, en fin de compte, cela ne dure pas. Il est cependant plus difficile pour les démocraties de faire les choix pénibles. La *pré-emption* – l'aptitude à s'attaquer à un problème avant qu'il ne devienne sévère – n'a jamais été un point fort des démocraties. Nous attendons jusqu'à ce que nous n'ayons plus le choix et alors nous nous adaptons. Cela veut dire que les démocraties vont toujours se mettre en route après le virage d'une maladie comme celle-ci même si certaines savent mieux que d'autres rattraper leur retard.

Pour les régimes autocratiques comme la Chine, il est difficile, aussi, de faire face à des crises jusqu'à ce qu'ils s'y trouvent confrontés – et, au contraire des démocraties, ils peuvent faire disparaître les mauvaises nouvelles pendant plus longtemps, si ça leur convient. Mais quand l'action devient inévitable, ils peuvent aller plus loin. Le confinement chinois a réussi à contenir la maladie au moyen d'impitoyables *pré-emptions*. Les démocraties sont capables de se montrer également impitoyables – comme elles l'ont montré pendant la poursuite des guerres totales du vingtième siècle.

Mais pendant une guerre, l'ennemi est juste en face de vous. Pendant la pandémie d'aujourd'hui, la maladie ne révèle où elle en est arrivée qu'à travers la litanie quotidienne des contaminations et des décès. La politique démocratique devient une sorte de boxe contre un adversaire invisible : l'état ne sait pas quels sont les corps qui sont réellement dangereux.

Quelques démocraties ont réussi à s'adapter plus rapidement. En Corée du Sud, la maladie est en train d'être soumise grâce à un traçage extensif et une surveillance généralisée des porteurs potentiels. Mais dans ce cas, le régime avait une expérience récente à laquelle faire appel dans sa gestion de l'épidémie de Mers-Cov de 2015 qui a aussi marqué la mémoire collective de ses citoyens. Israël devrait aussi faire un meilleur boulot que bien des pays européens – mais il s'agit d'une société en permanence sur le pied de guerre. Il est plus facile de s'adapter quand on s'est déjà adapté. C'est plus difficile quand il faut apprendre sur le tas.

Dans les dernières années, il a quelquefois semblé que la politique mondiale relevait simplement d'une question de choix entre des formes technocratiques concurrentes. En Chine, celui d'un gouvernement d'ingénieurs épaulés par un état à parti unique. En Occident, celui du règne des économistes et des banques centrales opérant à l'intérieur des contraintes d'un système démocratique. Ceci donne l'impression que les véritables choix relèvent de jugements techniques quant à la façon de diriger des systèmes économiques et sociaux vastes et complexes.

Mais lors des dernières semaines une autre réalité a frayé son chemin. Les jugements fondamentaux portent sur la façon d'utiliser un pouvoir coercitif. Ce ne sont pas seulement des questions techniques. Une certaine dose d'arbitraire est inévitable. Et le combat entre la faculté d'adaptation démocratique et l'acharnement autocratique dans l'exercice de ce pouvoir façonnera notre futur. Nous sommes bien loin du monde effrayant et violent auquel Hobbes cherchait à échapper il y a presque 400 ans. Mais notre monde politique est un monde que Hobbes reconnaîtrait encore.

*David Runciman est professeur de sciences politiques à l'université de Cambridge

Traduction, [Michel Lafaye](#).